ANNEXE C

Deuxièmes communications des parties

Table des matières		Page
Annexe C-1	Résumé analytique de la deuxième communication écrite du Brésil	C-2
Annexe C-2	Deuxième communication écrite des Communautés européennes	C-7

ANNEXE C-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DU BRÉSIL

1. Le présent document est un bref résumé analytique des principaux arguments et allégations soulevés par le Brésil dans sa deuxième communication, conformément aux procédures de travail du Groupe spécial.
2. Le Brésil réaffirme ce qu'il a déjà dit au sujet du contexte de la présente affaire, qui fait partie intégrante de ses allégations concernant l'établissement et l'évaluation par les CE des faits en l'espèce.
3. Le Brésil estime que les CE ont agi de manière incompatible avec leurs obligations au regard de la première phrase de l'article 15 de l'Accord antidumping en ne prenant pas spécialement en considération la situation particulière du Brésil en tant que pays en développement Membre. En outre, les autorités des CE n'auraient pas pu se conformer à leurs obligations au regard de la deuxième phrase de l'article 15 à moins de communiquer au producteur-exportateur brésilien un avis ou des renseignements sur la possibilité d'un engagement. Comme les CE n'ont jamais "proposé ni tenté d'engager des négociations ou des discussions" au sujet d'un engagement possible avec l'exportateur brésilien, elles n'ont pas exploré les possibilités de solutions constructives et ont donc enfreint la deuxième phrase de l'article 15.
4. Les CE ont fourni avec leur première communication une copie de la version confidentielle de la demande. Étant donné que ses allégations étaient fondées sur la version non confidentielle, le Brésil retire ses allégations concernant la demande.
5. La monnaie brésilienne a été fortement dévaluée en janvier 1999. Étant donné qu'il n'était pas nécessaire d'imposer des mesures sur les exportations brésiennes pour neutraliser le dumping, qui n'existait plus après la dévaluation, les CE ont imposé un droit antidumping dans des circonstances *autres* que celles qui sont prévues à l'article VI:1 du GATT de 1994 et à l'article premier de l'Accord antidumping. À titre subsidiaire, les CE ont violé leurs obligations au regard de l'article 11.1 de l'Accord antidumping en maintenant le droit à un moment et dans une mesure qui n'étaient pas nécessaires pour contrebalancer le dumping existant. De même, les CE ne se sont pas conformées à l'article 11.2 de l'Accord antidumping en n'engageant pas d'office un réexamen immédiatement après l'imposition de la mesure pour évaluer la nécessité de maintenir le droit antidumping compte tenu de la nouvelle situation qui existait après la dévaluation de la monnaie brésilienne.
6. La façon dont les CE ont construit les valeurs normales pour certains types du produit visé est contraire aux prescriptions de l'Accord antidumping. Le libellé exact de l'article 2.2.2, lu conjointement avec l'article 2.6, indique clairement que, lorsqu'un produit identique existe, on doit utiliser les données relatives aux frais ACG et aux bénéfices qui correspondent à ce produit. Ce n'est qu'"en l'absence d'un tel produit", interprétation étayée par le terme "*ou*" à l'article 2.6, que l'on peut utiliser les données relatives aux frais ACG et aux bénéfices qui correspondent à un produit présentant des caractéristiques étroitement semblables. Cette interprétation vaut aussi dans les cas où l'autorité chargée de l'enquête *subdivise* le produit visé en plusieurs types. En outre, lorsque l'autorité chargée de l'enquête exclut les données au titre de l'article 2.2, il s'ensuit en théorie que les mêmes données devraient être exclues au titre de l'article 2.2.2. En conséquence, alors qu'il existe des types identiques du produit similaire, les CE ont violé l'article 2.2.2 en utilisant des données réelles relatives aux frais ACG et aux bénéfices qui correspondaient à des types du produit non identiques.

7. En outre, les CE ont enfreint l'article 2.2.2 en incluant dans les montants correspondant aux frais ACG et aux bénéfiques qui ont été utilisés pour établir les valeurs normales construites des données réelles concernant la production et les ventes de types du produit similaire pour lesquels les ventes sur le marché intérieur n'étaient *pas* représentatives au sens de l'article 2.2 et de la note de bas de page 2 y relative. Les CE n'ont par ailleurs pas fait en sorte qu'une comparaison équitable soit effectuée étant donné qu'aucun ajustement n'a été fait pour tenir compte de l'utilisation de données relatives aux ventes, ce qui n'a pas permis une comparaison correcte et contrevient donc à l'article 2.4.

8. En ce qui concerne la comparaison équitable entre la valeur normale et le prix d'exportation, les allégations suivantes sont formulées. Premièrement, les CE ont agi de manière incompatible avec leurs obligations au regard de l'article VI:4 du GATT de 1994 en ne neutralisant pas, ou pas totalement, les différences identifiées dans la taxation indirecte, c'est-à-dire les effets de l'IPI Premium Credit et des taxes PIS/COFINS, respectivement. Par ailleurs, le Brésil n'accepte pas que l'on ramène l'Accord antidumping à l'Accord SMC. Deuxièmement, l'article VI:1 du GATT de 1994 et l'article 2.4 de l'Accord antidumping obligent l'*autorité chargée de l'enquête* à faire en sorte qu'il soit procédé à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix d'exportation du produit visé. Par conséquent, les CE ont violé l'article VI:1 du GATT de 1994 et l'article 2.4 de l'Accord antidumping en ne respectant pas l'obligation de procéder à une comparaison équitable entre la valeur normale et les prix d'exportation du fait qu'elles ont refusé de faire des ajustements ou de tenir pleinement compte des différences dans la *taxation indirecte* (IPI Premium Credit et PIS/COFINS) et dans les *frais d'emballage* entre les ventes sur le marché intérieur et les ventes à l'exportation, bien que ces différences aient affecté la comparabilité des prix.

9. En outre, la façon dont les CE ont quantifié l'ajustement au titre des taxes PIS/COFINS était arbitraire, manipulatrice et punitive, ce qui contrevenait à l'article 2.4. Les CE ont aussi agi de manière incompatible avec leurs obligations au regard de l'article 2.4 en n'indiquant pas à l'exportateur brésilien quels renseignements additionnels concernant l'IPI Premium Credit et les frais d'emballage étaient nécessaires pour assurer une comparaison équitable. Enfin, les CE ont violé l'article 2.4 en imposant à l'exportateur brésilien la charge déraisonnable de prouver la justification de la législation fiscale brésilienne visée ainsi que l'attribution directe des matériaux d'emballage et le temps de travail employé tant pour les accessoires vendus sur le marché intérieur que pour les accessoires exportés.

10. Comme les CE ont fourni dans leur première communication des renseignements indiquant que le niveau des prix intérieurs utilisé pour déterminer les valeurs normales n'incluait pas les frais de publicité, le Brésil retire ses allégations concernant les frais de publicité et de promotion au titre de l'article 2.4.

11. Les CE ont violé l'article 2.4.1 en utilisant les taux de change en vigueur à la date de la vente pour les valeurs des transactions à l'exportation mais pas pour les ajustements déduits des prix à l'exportation. Elles n'ont pas non plus respecté leurs obligations au regard de l'article 2.4 en utilisant les taux de change de manière sélective et en augmentant les valeurs nominales des ajustements déduits des prix d'exportation.

12. Les CE ont agi de manière incompatible avec l'article 2.4.2 du fait qu'elles ont établi l'existence de marges de dumping en "réduisant à zéro" les marges de dumping négatives. De plus, la méthode comparative des CE était foncièrement inéquitable, ce qui contrevient à l'article 2.4.

13. L'examen du volume des importations par les CE au titre de l'article 3.2 ne constituait pas un "examen objectif" et n'était pas fondé sur des "éléments de preuve positifs". En fait, les CE ont juste dit que les volumes des importations brésiliennes étaient "toujours notables" et que la part de marché était "loin d'être négligeable", mais elles n'ont pas examiné si les importations faisant l'objet d'un dumping en provenance du Brésil avaient augmenté de manière notable.

14. S'agissant de la comparaison des prix d'exportation et des prix intérieurs au titre de l'article 3.2, l'examen des CE ne constituait pas un "examen objectif" et n'était pas fondé sur des "éléments de preuve positifs" du fait qu'elles n'ont pas tenu compte des marges de sous-cotation "négatives" lors du calcul (ce qui revient à une "réduction à zéro"). En outre, le calcul n'était pas fondé sur les "importations faisant l'objet d'un dumping" mais juste sur certains types du produit visé (autrement dit des "modèles correspondants"). La méthode des CE s'apparente à une manipulation des prix des types du produit exportés par le Brésil et l'examen par les CE de l'effet sur les prix n'était donc pas fondé sur des "éléments de preuve positifs". La comparaison des prix constituait aussi une manipulation étant donné que les CE ont artificiellement "forcé" la comparabilité du produit visé et du produit similaire. En outre, les CE avaient la possibilité de comparer les types du produit brésiliens identiques à ceux qui étaient fabriqués et vendus sur le marché intérieur par les producteurs communautaires. Toutefois, elles ont opté pour une comparaison des prix des versions "à cœur noir et à cœur blanc", sans procéder aux ajustements nécessaires pour assurer la comparabilité des prix. Enfin, les conclusions des CE qui établissaient que "les seules différences [entre les accessoires à cœur noir et à cœur blanc] étaient dues à une plus grande consommation d'énergie", que cette différence n'était pas "notable" et qu'"il n'y avait pas de différence dans les perceptions par le marché des accessoires à cœur blanc et des accessoires à cœur noir", n'étaient pas étayées par les faits et n'étaient donc pas fondées sur des "éléments de preuve positifs".

15. La façon dont les CE ont abordé la question du cumul en l'espèce est contraire aux prescriptions de l'article 3.1 et 3.3. Premièrement, les CE, en renversant la charge de la preuve et en présumant qu'elles pouvaient procéder à une évaluation cumulative, ont agi de manière incompatible avec l'obligation qu'elles avaient au titre de l'article 3.1 et 3.3 de déterminer, sur la base d'"éléments de preuve positifs" et après un "examen objectif", que l'évaluation cumulative des effets des importations faisant l'objet d'un dumping était appropriée. Deuxièmement, les CE n'ont pas indiqué, sur la base d'"éléments de preuve positifs" et après un "examen objectif", que les importations faisant l'objet d'un dumping *correspondant* à chaque Membre importateur visé par l'enquête avaient des effets, qu'elles pouvaient ensuite évaluer de manière cumulative. En fait, l'approche des CE n'est pas une évaluation cumulative des effets des importations faisant l'objet d'un dumping, comme le prescrit l'article 3.3, mais simplement un cumul des importations. Troisièmement, la détermination par les CE des conditions de concurrence au titre de l'article 3.3 est dénuée de sens étant donné qu'elle porte sur les similitudes (et non sur les dissimilitudes) des conditions de concurrence entre les importations faisant l'objet d'un dumping elles-mêmes et entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le produit national similaire. Toutefois, ces similitudes sont simplement des conséquences logiques des définitions données par les CE du "produit visé" et du "produit similaire", entre lesquels il existe, par définition, une certaine forme de concurrence. Quatrièmement, les CE n'ont pas analysé, sur la base d'"éléments de preuve positifs" et après un "examen objectif", les dissimilitudes dans les conditions de concurrence telles que les différences concernant le produit visé, les tendances des volumes d'importation, les tendances des prix, le niveau des échanges et la segmentation du marché. Enfin, même si les CE ont dit qu'"il avait été constaté que le produit communautaire et le produit importé en provenance des pays concernés avaient des circuits de distribution communs ou similaires", tout indique que la conclusion des CE n'était pas fondée sur des "éléments de preuve positifs".

16. L'examen par les CE de l'existence d'un dommage n'est pas conforme aux prescriptions de l'Accord antidumping. Au cours de la procédure de règlement du différend, les CE ont fourni un nouveau document (pièce n° 12 des CE) qui indiquait qu'elles avaient examiné tous les facteurs de dommage à l'exception de la "croissance". Toutefois, ce document ne fait pas partie du dossier non confidentiel et tout concourt à indiquer qu'il ne faisait pas non plus partie du dossier confidentiel. La pièce n° 12 des CE ne fait donc pas partie du dossier des CE et ne devrait pas être prise en considération par le Groupe spécial. En fait, les conséquences de l'approche des CE, si elle était acceptée, réduiraient à néant les obligations en matière de procédure régulière et de transparence de l'Accord antidumping et aboutiraient à la prolifération des différends soumis dans le cadre du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. En conséquence, comme la pièce n° 12 des CE n'est pas soumise à bon droit au Groupe spécial, les CE n'ont pas analysé la totalité des 15 facteurs

de dommage impératifs conformément à l'article 3.4. En tout cas, les CE n'ont pas examiné les "facteurs qui influent sur les prix intérieurs", ni la question de la "croissance".

17. En ce qui concerne le contenu de la pièce n° 12 des CE, il n'a pas été demandé à la branche de production nationale de fournir des renseignements sur le "retour sur investissement", les "salaires", le "flux de liquidités" et la "capacité de se procurer des capitaux", et les CE ne disposaient pas de ces données spécifiques pour le produit similaire. Par conséquent, l'examen de ces facteurs de dommage impératifs prétendument effectué par les CE n'était pas fondé sur des éléments de preuve positifs. En outre, l'examen prétendument effectué ne constituait pas une analyse valable et bien argumentée de la situation de la branche de production nationale et ne fournissait pas une explication convaincante de la façon dont l'évaluation avait abouti à la détermination de l'existence d'un dommage. Enfin, comme les CE n'ont ni divulgué ni publié leur examen concernant la totalité des 15 facteurs de dommage, l'exportateur brésilien n'a pas eu la possibilité de répondre, ce qui contrevient à l'article 6.2, ni de prendre connaissance en temps utile de tous les renseignements pertinents, ce qui contrevient à l'article 6.4.

18. En ce qui concerne l'examen de l'existence d'un dommage divulgué *avant* la procédure de règlement du différend, les constatations des CE concernant le dommage reposaient de manière démontrable sur des données manifestement incorrectes et, donc, les faits relatifs à l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production communautaire n'étaient pas fondés sur des "éléments de preuve positifs". Deuxièmement, comme les tendances enregistrées par les facteurs de dommage étaient divergentes, les CE ont violé l'article 3.4 en ne fournissant pas d'explication détaillée et convaincante sur le point de savoir si et comment les "mouvements positifs" de certains indicateurs de dommage avaient été compensés par les mouvements d'autres facteurs de dommage dans des directions prétendument opposées. Troisièmement, comme l'examen de certains facteurs de dommage prenait la forme d'une analyse des valeurs extrêmes, les CE n'ont pas replacé les données dans leur contexte et n'ont pas évalué ces données en fonction de leur évolution interne et par rapport aux autres facteurs analysés. Quatrièmement, les CE n'ont pas dûment examiné la question de l'externalisation et n'ont pas du tout examiné les résultats à l'exportation de la branche de production nationale, facteur économique pertinent ayant une incidence sur la situation de la branche de production communautaire. En outre, les conclusions des CE concernant la sensibilité aux prix, la rentabilité, les investissements et les stocks n'étaient pas fondées sur des "éléments de preuve positifs" et l'examen n'était pas impartial (c'est-à-dire "objectif"). Enfin, en ne divulguant pas les chiffres relatifs aux exportations des producteurs communautaires, les CE n'ont pas ménagé à l'exportateur brésilien toute possibilité de se défendre, ce qui contrevient à l'article 6.2, ni la possibilité de prendre connaissance en temps utile de tous les renseignements pertinents, ce qui contrevient à l'article 6.4.

19. En ce qui concerne le lien de causalité, les CE ont enfreint la prescription de non-imputation énoncée à l'article 3.5 en attribuant la totalité du dommage aux importations faisant prétendument l'objet d'un dumping alors même que ce dommage était au moins en partie causé par les effets des autres facteurs connus (la baisse de la consommation et la substitution; les importations propres et l'externalisation réalisées par les producteurs communautaires, y compris auprès de fournisseurs étrangers liés; les mauvais résultats à l'exportation; et les importations en provenance de pays qui n'étaient pas visés par l'enquête). Les CE ont violé l'article 3.5 en se contentant de *supposer* que ces autres facteurs connus n'avaient pas "brisé le lien de causalité" entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage prétendument subi par la branche de production nationale. Les CE n'ont pas non plus dissocié et distingué les effets de l'avantage comparatif de l'exportateur brésilien, les effets dommageables des hausses de prix connues pratiquées par la branche de production communautaire, et la question des différences de coûts entre les deux variantes du produit visé. Par conséquent, le dommage causé par ces facteurs connus a été imputé aux importations faisant l'objet d'un dumping en violation de l'article 3.5. En outre, les conclusions ci-après des CE n'étaient pas fondées sur des "éléments de preuve positifs": i) les importations en provenance de Pologne n'avaient causé aucun dommage à la branche de production nationale; ii) la branche de production communautaire "a commencé à enregistrer une baisse continue du volume de ses ventes" entre 1996

et la période couverte par l'enquête; et iii) la rentabilité de la branche de production communautaire "est devenue négative après 1996". Enfin, en n'examinant pas dûment les questions du dommage auto-infligé, de la substitution et des différences de coûts et de perception par le marché entre les deux variantes du produit visé, les CE n'ont pas procédé à un examen "objectif" et leurs conclusions n'étaient pas fondées sur des "éléments de preuve positifs". En fait, les CE ont simplement amalgamé les effets dommageables des importations faisant prétendument l'objet d'un dumping et les effets dommageables de ces autres facteurs connus, ce qui contrevient à l'article 3.5.

20. Bien que les CE aient expressément mentionné que les taux de change étaient "les taux de change quotidiens obtenus lors de la vérification sur place", la conversion de monnaies qu'elles ont effectuée pour les ajustements n'était pas fondée sur ces tableaux. Par conséquent, l'exportateur brésilien a été privé de la possibilité d'avoir connaissance des éléments de preuve justifiant les taux de conversion appliqués par les CE, ce qui contrevient à l'article 6.4.

21. En ne rendant pas publiques leurs constatations et conclusions relatives à l'exploration des possibilités de solutions constructives au titre de l'article 15, à tous les facteurs de dommage impératifs conformément à l'article 3.4 et aux résultats à l'exportation des producteurs communautaires, les CE ont violé les articles 12.2 et 12.2.2.

22. Le Brésil demande que le Groupe spécial constate que les CE ont agi d'une manière incompatible avec l'article VI du GATT de 1994 et avec l'Accord antidumping, recommande que les CE mettent leurs mesures en conformité avec l'article VI du GATT de 1994 et avec l'Accord antidumping, et propose que les CE abrogent immédiatement la décision imposant des droits antidumping définitifs et remboursent les droits antidumping perçus à ce jour.

ANNEXE C-2

DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

14 mai 2002

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
1. Introduction.....	7
2. Considérations générales.....	7
2.1 Article 15.....	7
2.2 Dévaluation.....	9
2.3 Dumping.....	9
2.4 "Externalisation" et questions connexes	10
3. Conclusion.....	11

1. Introduction

1. Les Communautés européennes (ci-après dénommées "les CE") se félicitent de l'occasion qui leur est offerte de présenter une deuxième communication écrite dans le cadre du recours formé par le Brésil contre l'imposition par les CE de mesures antidumping définitives à l'importation d'accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil.

2. La présente communication a pour principal objectif de réfuter les allégations et arguments que le Brésil a formulés dans sa déclaration orale au Groupe spécial dans la mesure où ils vont au-delà de ce qui figure dans sa première communication.

3. Afin de se défendre, les CE présentent certains documents contenant des renseignements qui, pour une raison ou une autre, sont confidentiels. Les documents portent la mention confidentiel dans l'annexe figurant à la fin de la présente communication, et les CE les désignent comme tels conformément à l'article 18:2 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (ci-après dénommé "le Mémoire d'accord") et au paragraphe 3 des procédures de travail du Groupe spécial.

2. Considérations générales

2.1 Article 15

4. Dans sa première communication, le Brésil a allégué que les CE avaient enfreint l'obligation énoncée dans la deuxième phrase de l'article 15 et n'avaient donc pas pris spécialement en

considération la situation particulière d'un pays en développement Membre, comme le stipule la première phrase. Dans sa déclaration orale, le Brésil semble aller encore plus loin en alléguant que "[r]ien dans le dossier de la présente affaire ne semble indiquer que les CE ont fait quelque chose de spécial ou d'extraordinaire pour le Brésil en tant que pays en développement Membre qu'elles n'auraient pas fait pour n'importe quel autre Membre de l'OMC".¹ Pour une analyse juridique de l'article 15, les CE renvoient le Groupe spécial à la réponse qu'elles ont donnée à la première des questions adressées aux parties par le Groupe spécial. Pour ce qui est des faits, les CE ont aussi expliqué dans leur première communication les nombreuses démarches qu'elles avaient faites en vue de discuter de la possibilité pour Tupy d'offrir un engagement.² Ces démarches avaient été bien au-delà de ce que les CE font normalement lors des enquêtes antidumping. Par conséquent, même si la première phrase impose une obligation aux Membres, ce qu'elles contestent, les CE l'ont pleinement respectée.

5. Le Brésil a encore une fois contesté le fait que les CE aient exploré les possibilités de "solutions constructives", comme le prévoit la deuxième phrase de l'article 15.³ Comme les CE l'ont indiqué dans leur première communication⁴, lors des discussions menées avec les fonctionnaires brésiliens, les CE ont plusieurs fois discuté de la possibilité pour Tupy d'offrir un engagement. Dans sa déclaration orale⁵, le Brésil a choisi de prétendre que, lorsque les CE ont dit qu'elles avaient "activement examiné la question", ladite "question" était la procédure antidumping menée contre Tupy. Comme le contexte l'indique assez clairement, la "question" à laquelle les CE faisaient référence dans leur communication était la possibilité pour Tupy d'offrir un engagement afin de faire aboutir l'enquête antidumping de façon mutuellement satisfaisante. Il ne fait aucun doute que c'étaient les CE et non le Brésil qui avaient soulevé cette question, et à plusieurs reprises.

6. Le Brésil fait valoir que, pour satisfaire à l'article 15, il aurait fallu discuter de la possibilité d'offrir des engagements directement avec Tupy.⁶ Toutefois, une des caractéristiques inhabituelles de cette enquête a été la participation active manifeste du gouvernement brésilien pour le compte de Tupy. Un fonctionnaire brésilien a été présent tout au long de la vérification sur place, en septembre 1999. En outre, des fonctionnaires et des représentants diplomatiques brésiliens à Bruxelles ont activement défendu les intérêts de Tupy. En décembre 1999, l'Ambassadeur du Brésil a envoyé à M. Lamy, Commissaire européen, une copie de la communication que Tupy avait récemment présentée aux autorités chargées de l'enquête.⁷ Par la suite, d'autres lettres ont été adressées aux fonctionnaires de la Commission en janvier et février 2000, et il est évident que les représentants diplomatiques brésiliens connaissaient en détail les questions visées par l'enquête.⁸ Un fonctionnaire brésilien était présent lors de l'audition de Tupy par les fonctionnaires de la Commission à Bruxelles en décembre 1999. Par conséquent, les CE avaient toutes les raisons de croire qu'en s'adressant à ces fonctionnaires, elles s'adressaient à Tupy.

7. Toujours dans le contexte de l'article 15, le Brésil affirme que les CE ne sont pas habilitées à déterminer ce qui constitue un intérêt essentiel pour lui et il revendique en effet ce droit pour lui-même.⁹ Toutefois, interpréter la disposition de façon à donner à l'une ou l'autre partie le droit de déterminer unilatéralement et de façon définitive si la condition a été remplie reviendrait à la rendre superflue. Le Brésil fait valoir que le fait même que l'enquête avait été évoquée lors de discussions de

¹ Déclaration orale du Brésil, paragraphe 20.

² Première communication des CE, paragraphes 38 et suivants.

³ Déclaration orale du Brésil, paragraphes 21 et suivants.

⁴ Paragraphes 38 et suivants.

⁵ Paragraphe 23.

⁶ Déclaration orale du Brésil, paragraphe 25.

⁷ Pièce n° 27 des CE.

⁸ Lettre du 29 janvier 2000 adressée par l'Ambassadeur à la Direction générale du commerce, pièce n° 28 des CE; lettre du 23 février 2000 adressée par l'Ambassadeur à la Direction générale du commerce, pièce n° 29 des CE.

⁹ Déclaration orale du Brésil, paragraphe 29.

haut niveau indique qu'elle concernait un intérêt essentiel mais l'accepter reviendrait aussi à rendre l'évaluation purement subjective. Un Membre exportateur pourrait transformer toute question en un intérêt essentiel simplement en faisant des histoires. De plus, il ne semble pas que le Brésil ait effectivement formulé une telle allégation pendant les discussions.

8. Le Brésil fournit peu de critères objectifs pour étayer sa prétention. Premièrement, il dit que "les industries sidérurgiques, métallurgiques et mécaniques font partie de ses intérêts essentiels". Deuxièmement, il allègue que "Tupy est le seul producteur d'accessoires au Brésil et est de loin le premier producteur en Amérique du Sud". La première déclaration n'est rien d'autre qu'une simple affirmation et la deuxième est *a posteriori* et non pertinente. Les enquêtes antidumping visent forcément tous les exportateurs du produit dans le pays exportateur, quel qu'en soit le nombre, et, bien souvent, ces exportateurs constituent l'ensemble des producteurs du pays. Ce fait ne peut pas en soi transformer ces producteurs en un intérêt essentiel, pas plus que ne le peut le fait qu'un producteur est le premier du continent.

2.2 Dévaluation

9. Contrairement à ce qu'affirme le Brésil¹⁰, les décisions des autorités des CE n'ont jamais été fondées sur l'idée que la dévaluation survenue au Brésil était "une simple fluctuation monétaire". Les CE étaient plutôt d'avis¹¹ que les conséquences de la dévaluation sur la marge de dumping de Tupy dépendraient des décisions prises par Tupy en matière de prix. Il n'était en aucun cas acquis que la dévaluation entraînerait une réduction de la marge de dumping. Tupy aurait pu tirer parti de la dévaluation en réduisant ses prix à l'exportation (en devises), de sorte que, sans réduire le produit de ses ventes par unité (en monnaie nationale), elle aurait pu attirer de nouveaux acheteurs. Elle aurait pu également maintenir les mêmes prix à l'exportation et augmenter ainsi le produit de ses ventes. Tupy aurait encore pu adopter une stratégie de fixation des prix située entre ces deux extrêmes. Les CE n'avaient aucun moyen de savoir quelle stratégie Tupy pouvait adopter et cette stratégie pouvait bien évidemment changer. Le Brésil fait référence¹² aux données concernant la partie de la période couverte par l'enquête postérieure à la dévaluation, dont les CE disposaient déjà. Toutefois, on pouvait s'attendre à ce que les prix pendant cette période correspondent aux listes de prix et aux offres de prix présentées peu avant et on ne pouvait pas les considérer comme une indication de la réaction à long terme de Tupy face à la dévaluation.

10. Le Brésil soulève la question d'un réexamen.¹³ Comme elles l'ont expliqué dans leurs réponses aux questions du Groupe spécial¹⁴, à la demande d'un autre exportateur, les CE ont engagé un réexamen des droits antidumping qui font l'objet du présent différend.¹⁵ Vu que le réexamen portait sur la période allant du 1^{er} janvier 2001 au 30 septembre 2001, il aurait fourni à Tupy l'occasion d'étayer ses allégations selon lesquelles le dumping avait cessé à la suite de la dévaluation. Or, ce qui est révélateur, Tupy a décidé de ne pas collaborer au réexamen.

2.3 Dumping

11. Lorsqu'il se réfère à ses allégations antérieures concernant le dumping, le Brésil parle du "comportement globalement partial dont les autorités ont fait montre au cours de l'enquête". Il ne s'agit pas d'une accusation que le Brésil avait déjà portée au sujet de l'enquête des CE. Aucun élément de preuve n'est fourni pour l'étayer et les CE la réfutent vivement.

¹⁰ Déclaration orale du Brésil, paragraphe 36.

¹¹ Première communication des CE, paragraphe 102.

¹² Déclaration orale du Brésil, paragraphe 40.

¹³ Déclaration orale du Brésil, paragraphe 38.

¹⁴ Questions n° 143 et 144.

¹⁵ Journal officiel des CE, C/342/5, 5, 5 décembre 2001, pièce n° 26 des CE.

2.4 "Externalisation" et questions connexes

12. Le Brésil a accordé une importance considérable aux allégations relatives à l'"externalisation" de la production par les producteurs communautaires. En d'autres termes, il est allégué que, plutôt que de produire eux-mêmes, ils ont passé des accords pour que les accessoires soient fabriqués dans des pays tiers, puis exportés vers les CE. Les CE ont expliqué comment une enquête avait été menée au sujet de ces relations et comment il avait été constaté qu'elles avaient peu de conséquences. Le Brésil s'est manifestement persuadé du contraire et cherche, à force de le répéter, à en convaincre le Groupe spécial, en pensant apparemment qu'une affirmation répétée constitue en soi une forme d'élément de preuve.

13. Dans sa déclaration orale, le Brésil fait diverses observations sur les relations existant entre un producteur communautaire et un exportateur bulgare. Les enquêteurs des CE ont examiné ces relations lors de leurs enquêtes. Leurs conclusions ont été publiées dans le règlement provisoire, et les dispositions pertinentes sont citées dans la première communication des CE.¹⁶ Les noms des entreprises visées n'ont pas été mentionnés pour des raisons de confidentialité. Les nouveaux documents que présente maintenant le Brésil sont à la fois inacceptables (en raison de l'article 17.5 i) de l'Accord antidumping), et sans intérêt (étant donné qu'ils confirment simplement l'existence de relations que les CE connaissaient déjà parfaitement). Ils n'ont pas d'incidence sur la conclusion des CE quant à l'importance (ou à l'absence d'importance) des importations en provenance de Bulgarie.

14. Le Brésil allègue encore¹⁷ que d'autres producteurs communautaires avaient passé des accords d'externalisation importants et accuse les CE de ne pas avoir mené d'enquête les concernant. Les CE ont bien enquêté au sujet de ces allégations et les résultats de leurs enquêtes sont reproduits dans les règlements provisoire et définitif.¹⁸

15. Le Brésil s'est tellement focalisé sur l'"externalisation" et les liens existants entre les entreprises nationales et les producteurs des pays tiers que l'on pourrait croire que le sujet constituait un élément distinct de la définition du dumping dommageable. Le Brésil parle d'"une compréhension correcte de la situation du marché, du positionnement des différents concurrents sur le marché visé et de la nature évolutive de la branche de production communautaire et du marché communautaire".¹⁹

16. Toutefois, l'Accord antidumping est rédigé en termes beaucoup plus précis et c'est au regard de ces termes que le Brésil doit prouver la validité de sa thèse. Dans sa première communication, si ce n'est dans sa déclaration orale, le Brésil a examiné ces questions afin de contester les constatations des CE concernant les causes du dommage causé à la branche de production nationale. Toutefois, il n'a nulle part expliqué comment, même s'ils avaient existé, de tels accords d'externalisation auraient pu d'eux-mêmes influencer sur les constatations relatives au lien de causalité.

17. Il semble que l'argument de Tupy ne concernait pas les conséquences en matière d'investissement de cette externalisation, mais les CE ont de toute façon examiné le niveau d'investissement dans la branche de production communautaire et ont constaté qu'il était assez important pendant toute la période d'examen du dommage, ce qui montre que la branche de production communautaire était toujours viable et n'était pas prête à abandonner ce segment de production.²⁰ Sur le fond, la plainte de Tupy était plutôt que la branche de production nationale avait passé des accords pour que les produits soient fabriqués à l'étranger et importés dans les CE. Par conséquent, les accords sur lesquels Tupy, et maintenant le Brésil, insistent tant n'ont pas d'importance à moins qu'ils ne se rapportent aux importations dans les CE. En outre, la question de

¹⁶ Paragraphes 467 et 468.

¹⁷ Déclaration orale, paragraphe 13.

¹⁸ Règlement provisoire, considérants 134 et 174; règlement définitif, considérants 65 à 68, 106 à 111.

¹⁹ Déclaration orale, paragraphe 6.

²⁰ Règlement provisoire, considérant 159.

savoir quelles importations dans les CE, s'il y en avait, causaient un dommage était au cœur de l'enquête, indépendamment des accords juridiques à l'origine de ces importations. Par conséquent, bien que les CE aient enquêté et fait rapport sur les relations qui existaient entre les producteurs dans les CE et les producteurs hors des CE, elles se sont surtout intéressées aux importations, en particulier à leur volume et à leurs prix.

18. Ainsi, le Brésil se plaint de ce que les CE n'ont pas enquêté sur les accords entre les CE et les producteurs turcs conformément aux modalités précises que Tupy avait proposées, c'est-à-dire par le biais de questions aux autorités turques.²¹ Or, premièrement, rien dans l'Accord n'oblige les autorités nationales à adopter des méthodes d'enquête simplement parce qu'elles sont proposées par une partie intéressée. Deuxièmement, les CE ont bien enquêté sur les importations en provenance de Turquie. Il a été constaté qu'un producteur communautaire importait effectivement le produit visé de Turquie, mais en quantités tellement minimales qu'il a été jugé que ces importations n'affectaient pas son statut de producteur communautaire.²² En outre, en ce qui concerne l'évaluation générale des importations turques, il a été constaté que "les importations en provenance de Turquie étaient restées stables, à un niveau quasi négligeable, pendant toute la période d'examen du dommage".²³ Cette constatation aurait été suffisante pour rendre l'existence éventuelle d'accords d'"externalisation" non pertinente.

3. Conclusion

19. Les CE affirment que la présente communication, prise conjointement avec leurs réponses aux questions du Groupe spécial, réfute globalement les allégations du Brésil, telles qu'elles ont été précisées dans sa déclaration orale, et elles demandent au Groupe spécial de prendre les décisions appropriées.

²¹ *Ibid.*, paragraphe 14.

²² Règlement définitif, considérant 67.

²³ Règlement provisoire, considérant 169. Cette conclusion a été confirmée dans les considérants 67 et 108 du règlement définitif.

PIÈCES

Pièce n° 27 des CE	Confidentiel: lettre de l'Ambassadeur du Brésil, 10 décembre 1999
Pièce n° 28 des CE	Confidentiel: lettre de l'Ambassadeur du Brésil, 29 janvier 2000
Pièce n° 29 des CE	Confidentiel: lettre de l'Ambassadeur du Brésil, 23 février 2000